

### Les subsides

L'attitude du ministre à la Chambre aujourd'hui, sa façon d'expliquer aux députés qu'aucun marché n'a été conclu, que l'on n'a pas trahi le secteur du bardeau de cèdre, que l'on n'a pas trahi le secteur du bois d'oeuvre de résineux—comme le prouvent les observations du premier conseiller commercial auprès du Sénat américain qui sont rapportées dans le *Citizen* de ce matin—sa façon d'essayer de faire croire que rien de cela n'est vrai alors que 4,000 emplois sont déjà à peu près perdus, que l'on a tiré sur la chasse d'eau, et que l'eau est en train d'emporter aujourd'hui même le secteur du bardeau de cèdre, tout cela me fait penser au pauvre petit garçon dans la cour de l'école, qui a les genoux tout écorchés, la lèvre en sang et un oeil au beurre noir, mais qui prétend n'avoir aucun mal. «Je n'ai rien, j'ai tenu pied et je n'ai rien senti», dit-il. Le pauvre petit garçon prétend n'avoir rien senti du tout ni être mal en point, car cela serait admettre qu'il aurait été blessé dans son amour-propre. Comme le bambin dans la cour de l'école ou, malheureusement, comme Shawn O'Sullivan au troisième round, en fin de semaine, les bras pendants et désormais incapable de réagir ou de parer les coups, le ministre dit: «Je suis toujours en forme. Je ne comprends pas pourquoi on a mis fin au combat». Il est triste d'essayer de comprendre la politique du gouvernement à l'égard de l'importante question du bilatéralisme et de pouvoir seulement évoquer l'image du pauvre petit garçon dans la cour de l'école ou du boxeur qui ne sait plus à quel round il en est et qui prétend qu'il va bien et qu'aucun des coups de l'adversaire n'a porté.

● (1230)

Au cas où le ministre ne l'aurait pas encore compris, je lui dirai ceci: qu'il le veuille ou non, il y a un coup de l'adversaire qui a bel et bien porté, qu'il le veuille ou non, ses genoux tremblent et il voit double pour avoir reçu un coup terrible; qu'il le veuille ou non, le gong a retenti et nous avons perdu un autre round; les 4,000 travailleurs du secteur du bardeau de la Colombie-Britannique savent qu'ils ont encaissé un coup dur. Je puis lui dire également que les gens qui oeuvrent dans le secteur du bois de construction regardent ce qui se passe dans l'arène et comptent les coups dévastateurs que porte l'adversaire, en l'occurrence le gouvernement américain, qui nous a trahis pour obtenir du comité des finances du Sénat les votes supplémentaires nécessaires aux pourparlers sur le libre-échange. Les gens de ce secteur sont joliment inquiets de monter dans l'arène, car ils sentent que c'est un combat truqué. Ils sentent que le résultat était fixé dès le départ et que le Canada va se retrouver bientôt au tapis.

Le ministre pense naïvement que puisque nous avons en gain de cause en 1983 au sujet des importations de résineux, nous gagnerons encore notre cause en 1986. Il dit cela en dépit de la lettre en date du 8 mai que le président des États-Unis a écrite au sénateur Packwood du comité des finances du Sénat américain, lequel a réussi à lui obtenir les votes nécessaires à l'ouverture de pourparlers sur le libre-échange. C'est une lettre qui donne à entendre au sénateur Packwood que le président va régler le problème des résineux d'une façon ou d'une autre. Le président a déclaré au ministre que la Commission du commerce international va régler le problème, et que dans l'éventualité improbable où cette commission déciderait en faveur du Canada, puisque les jeux sont faits, il se chargerait lui-même du problème.

Ce matin, le principal conseiller commercial du Sénat américain a signalé au *Citizen* d'Ottawa que le président a le pouvoir d'imposer unilatéralement des droits s'il estime que les pratiques étrangères font injustement ou déraisonnablement du tort au secteur américain. Si vous tenez à savoir ce que c'est qu'un «combat truqué», monsieur le Président, nous pouvons utiliser de nouveau la comparaison du match de boxe et déclarer que même si le gros costaud d'adversaire n'atteint pas une seule fois la cible avec ses coups, c'est sans importance: notre secteur du bois de construction va de toute façon mordre la poussière. C'est cela qu'a déclaré le principal conseiller commercial du Sénat américain.

Pourtant, voilà que le ministre, tenant à peine sur ses jambes, étourdi et désorienté, vient nous dire que les coups de l'adversaire n'ont pas porté. La situation évoque l'image du boxeur; la seule difficulté en l'occurrence, monsieur le Président, c'est qu'à moins que vous n'agissiez, ce qui serait sans précédent, il ne se trouvera pas d'arbitre pour intervenir, arrêter le combat, et permettre au ministre de reprendre ses esprits.

Jeudi dernier, à l'invitation du ministre, le député ministériel de Mission—Port Moody (M. St. Germain), le député néo-démocrate de Skeena (M. Fulton) et moi-même nous sommes rendus à Washington. J'ai été heureux d'accepter cette invitation et je me suis rendu mardi dernier à Washington pour assister à la session d'information de Son Excellence M. Gotlieb, notre excellent ambassadeur qui abat de la bonne besogne. Nous devons être renseignés avant que l'ambassadeur n'aille rencontrer le secrétaire Baldrige et, une fois la réunion terminée, nous devons être instruits des résultats.

Quand j'ai appris mardi que je pourrais me rendre à Washington, sans présumer des intentions du gouvernement, j'en ai conclu qu'il organisait de très importantes instances de dernière minute auprès du secrétaire américain au commerce, M. Baldrige, afin de bloquer cette pétition. J'ai donc pris au sérieux cette invitation du ministre car j'ai considéré qu'elle dérogeait aux préoccupations du gouvernement qui concentrait toute son attention sur ses problèmes de relations publiques, au lieu de négocier avec le gouvernement, le public et le Congrès américains. Je me suis dit que le premier ministre avait finalement décidé de ne plus chercher à impressionner les Canadiens avec les belles paroles qu'il nous a servies il y a quelques semaines à peine et qu'il était prêt à nous laisser parler aux Américains.

Toutefois, on s'imagine l'expérience traumatisante que fut pour un jeune député idéaliste comme moi de constater que cet effort annoncé à grands renforts de publicité, cette dernière démarche vigoureuse n'était qu'un pathétique exercice de relations publiques sans consistance aucune. Trois députés sont partis d'Ottawa sans avoir suivi de séance d'information. Nous sommes arrivés à Washington sans recevoir d'autres renseignements que ceux que nous nous sommes mutuellement communiqués dans le taxi, entre l'aéroport et le centre-ville. Nous sommes arrivés à l'hôtel où nous avons passé 6 heures à converser, faute de séance d'information. Nous sommes arrivés à l'heure du petit déjeuner pour assister à un tête-à-tête de 20 minutes avec l'ambassadeur Gotlieb qui nous appris que cette